



unesco

Canadian Commission
Commission canadienne

Acte constitutif et Règlements relatifs à la conduite générale
et à la gestion des activités et des affaires courantes
de la **Commission canadienne pour l'UNESCO**

6 juin 2018, révisé le 30 mars 2023

ACTE CONSTITUTIF ET RÈGLEMENTS
Commission canadienne pour l'UNESCO

TABLE DES MATIÈRES

Acte constitutif	5
ARTICLE 1 PRÉAMBULE.....	5
ARTICLE 2 AUTORITÉ ET DÉSIGNATION OFFICIELLE	6
2.1 Autorité.....	6
2.2 Désignation	6
ARTICLE 3 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION	7
3.1 Définitions.....	7
3.2 Interprétation.....	8
ARTICLE 4 OBJET ET FONCTIONS DE LA COMMISSION	8
4.1 Objet.....	8
4.2 Fonctions.....	9
ARTICLE 5 COMITÉ EXÉCUTIF	9
5.1 Supervision.....	9
5.2 Composition.....	9
5.3 Membres non-votants du Comité exécutif.....	10
5.4 Rôle et fonctions.....	11
ARTICLE 6 SECRÉTARIAT ET SECRÉTAIRE GÉNÉRAL	12
6.1 Secrétariat.....	12
6.2 Secrétaire général.....	12
ARTICLE 7 COMPOSITION DE LA COMMISSION	12
7.1 Représentation.....	12
7.2 Rôle des membres.....	12
7.3 Catégories de membres.....	12
7.4 Droits des membres.....	12
ARTICLE 8 COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL.....	13
8.1 Création des comités et des groupes de travail.....	13
8.2 Fonctions.....	13
8.3 Adhésion.....	13
ARTICLE 9 RÈGLEMENTS ET ACTE CONSTITUTIF.....	13
9.1 Pouvoir d'adopter des règlements.....	13
9.2 Contenu des Règlements.....	13
9.3 Amender ou abroger l'Acte constitutif.....	14
9.4 Les propositions d'amendement de la part des membres.....	14
RÈGLEMENTS	15
ARTICLE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION	15
1.1 Définitions.....	15

1.2	Interprétation.....	15
1.3	Invalidité de toute disposition des présents Règlements.....	15
ARTICLE 2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES		16
2.1	Langues.....	16
ARTICLE 3 COMITÉ EXÉCUTIF		16
3.1	Composition.....	16
3.2	Nomination/Élection et durée des mandats.....	16
3.3	Membres non-votants du Comité exécutif.....	17
3.4	Conseillers auprès du Comité exécutif.....	17
3.5	Postes vacants.....	17
3.6	Réunions.....	17
3.7	Rémunération et dépenses.....	18
3.8	Fonctions du secrétaire général.....	18
3.9	Fonctions du président.....	19
3.10	Fonctions du vice-président.....	19
ARTICLE 4 MEMBRES DE LA COMMISSION		20
4.1	Rôle des membres.....	20
4.2	Catégories de membres.....	20
4.3	Membres honoraires.....	20
4.4	Procédure d'adhésion et autres règles.....	20
4.5	Durée du mandat.....	20
4.6	Droits et devoirs des membres.....	20
4.7	Résiliation de l'adhésion.....	21
ARTICLE 5 RÉUNIONS DES MEMBRES.....		22
5.1	Lieu des réunions.....	22
5.2	Assemblée générale annuelle.....	22
5.3	Réunions extraordinaires.....	22
5.4	Participation aux réunions téléphoniques ou par voie électronique.....	22
5.5	Avis de convocation.....	22
5.6	Quorum.....	22
5.6	Vote.....	22
5.7	Décision par d'autres moyens.....	23
ARTICLE 6 COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL.....		23
6.1	Création et composition des comités et groupes de travail.....	23
6.2	Fonctions.....	23
6.3	Termes de référence.....	24
ARTICLE 7 COMITÉ DES ADHÉSIONS.....		24
7.1	Composition.....	24
7.2	Durée.....	24
7.3	Processus d'identification des membres potentiels du Comité exécutif.....	24
7.4	Dépenses.....	25
7.5	Quorum.....	25
ARTICLE 8 AMENDEMENTS, VERSIONS ANTÉRIEURES, ETC.....		25
8.1	Établir, amender ou abroger des règlements et l'Acte constitutif.....	25

8.2	Propositions des membres.	25
8.3	Actes constitutifs antérieurs, etc.	26

Acte constitutif

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'une des dix-huit agences spécialisées du système des Nations Unies, a été fondée à Londres en Angleterre le 16 novembre 1945. Le Canada en était l'un des vingt-six membres fondateurs.

L'UNESCO a son siège à Paris (France). Elle compte plus de 190 États membres, et a des bureaux régionaux et des organes de liaison dans de nombreux pays. Affaires mondiales Canada représente le gouvernement du Canada au sein de l'UNESCO par l'intermédiaire de sa délégation permanente dirigée par un ambassadeur. La Conférence générale, l'organe suprême de l'UNESCO qui se compose des représentants de tous les États membres, se réunit tous les deux ans pour élaborer la politique de l'Organisation et adopter son programme et son budget. Outre la Conférence générale, l'UNESCO comprend un Conseil exécutif de cinquante-huit États membres élus.

L'atteinte des idéaux et des objectifs de l'UNESCO exige une grande collaboration entre les États membres. Ainsi, les membres fondateurs ont invité les États membres à créer des commissions nationales par la disposition suivante de l'Acte constitutif (article 7) : « Chaque État membre prendra les dispositions appropriées à sa situation particulière pour associer aux travaux de l'Organisation les principaux groupes nationaux qui s'intéressent aux problèmes d'éducation, de recherche scientifique et de culture, de préférence en constituant une commission nationale où seront représentés le gouvernement et ces différents groupes. » L'UNESCO est la seule organisation au sein des Nations Unies ayant des commissions nationales.

Chaque État membre institue sa propre commission nationale au moyen d'un instrument législatif ou par une décision émanant du pouvoir exécutif. Au Canada, la Commission canadienne pour l'UNESCO a été créée par un décret (Conseil privé 1957-831) le 14 juin 1957 (mis à jour par décret C.P. 2006-601), en conformité avec l'Acte constitutif de l'UNESCO et aux termes de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* adoptée le 28 mars 1957. Le paragraphe (2) de l'article 8 de la Loi stipule, en effet, que « Le gouverneur en conseil peut assigner au Conseil les attributions qu'il estime souhaitables à l'égard de l'Organisation des Nations unies pour l'Éducation, la Science et la Culture ». La Commission canadienne pour l'UNESCO a été instituée sous l'autorité juridique du Conseil des arts du Canada, lequel lui fournit son Secrétariat.

Bien qu'il appartienne à chaque pays d'en déterminer la structure et le fondement juridique, les commissions nationales poursuivent la même fin. Ce sont des organes de consultation, de liaison, d'information et d'exécution comme en fait foi la Charte des commissions nationales pour l'UNESCO, approuvée à la vingtième session de la Conférence générale de l'UNESCO, en 1978.

Dans la poursuite de ses buts et de ses fonctions, la Commission canadienne pour l'UNESCO veille à une représentation équilibrée parmi ses membres de femmes et d'hommes, de langues officielles, de régions, de diversité culturelle, de peuples autochtones, de personnes handicapées, ainsi que tout autre facteur reflétant la diversité culturelle et socio-économique du Canada.

L'Acte constitutif et les Règlements de la Commission canadienne pour l'UNESCO ont été adoptés à sa réunion inaugurale des 5 et 6 février 1958 puis ont été révisés à plusieurs reprises par la suite. La version précédente des Règlements a été adoptée à la 42^e Assemblée générale annuelle de la Commission canadienne pour l'UNESCO, le 24 mars 2002, et approuvée par le Conseil des arts du Canada le 31 août 2002. Conformément aux termes du décret en Conseil (2006-0601, 23 juin 2006), l'Acte constitutif modifié de nouveau et adopté par la Commission le 16 novembre 2006 a été approuvé par le Conseil des arts du Canada, le 19 décembre 2006. Des modifications additionnelles ont été approuvées par le Conseil des arts du Canada, en consultation avec le Comité exécutif, le 6 octobre 2015. Cette nouvelle version révisée sera approuvée par le Conseil des arts du Canada, en mars 2023.

ARTICLE 2

AUTORITÉ ET DÉSIGNATION OFFICIELLE

2.1 Autorité.

- (a) l'établissement de la Commission canadienne pour l'UNESCO par le Conseil des arts du Canada en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par décret (Conseil privé 1957-831 et Conseil privé 2006-601), conformément à l'article 7 de l'Acte constitutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et aux termes du paragraphe (2) de l'article 8 de la *Loi sur le Conseil des arts du Canada, L.R.C. (1985), ch. C-2, 1985* est confirmé;
- (b) l'UNESCO, tout comme les autres agences spécialisées des Nations Unies, a pour objectif de contribuer au maintien de la paix dans le monde. La paix, pour entraîner l'adhésion unanime et durable des peuples, doit être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité, conformément à la déclaration des États membres dans le préambule de l'Acte constitutif de l'UNESCO. L'UNESCO s'efforce d'atteindre ce but en favorisant la coopération entre les nations du monde dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Les fonctions de la Commission canadienne pour l'UNESCO relèvent de l'autorité générale du Conseil des arts du Canada. Elles sont conformes à celles que prévoit la Charte des commissions nationales de l'UNESCO approuvée par la Conférence générale de l'UNESCO en octobre 1978.

2.2 Désignation. La Commission nationale pour l'UNESCO visée à l'alinéa 2.1(a) de l'Acte constitutif est désignée et est connue sous le nom *Commission canadienne pour l'UNESCO* (CCUNESCO).

ARTICLE 3 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

3.1 Définitions. À moins que le contexte n'exige une interprétation différente, dans le présent Acte constitutif :

- (a) « CCUNESCO » désigne la Commission canadienne pour l'UNESCO;
- (b) « Cadre de responsabilisation de la CCUNESCO » désigne la matrice d'attribution des responsabilités à l'égard de la Commission jointe en Annexe A et définit les rôles et responsabilités du conseil d'administration, du directeur et chef de la direction, de la haute direction du Conseil des arts du Canada, ainsi que du Comité exécutif, du secrétaire général et d'autres personnes ou groupes concernés au sein de la Commission, tel qu'établi de temps à autre par le Conseil des arts du Canada en consultation avec la Commission;
- (c) « Commission » désigne la Commission canadienne pour l'UNESCO, telle qu'elle est établie et désignée aux articles 2.1 et 2.2 du présent Acte constitutif;
- (d) « Conseil » désigne le Conseil des arts du Canada établi en vertu de la *Loi sur le Conseil des arts du Canada*, L.R.C. (1985), ch. C-2;
- (e) « Comité exécutif » désigne le Comité exécutif de la Commission, conformément à la description qui en est faite à l'article 5 du présent Acte constitutif;
- (f) « Membre d'office » signifie « en vertu de la fonction occupée », sans autre mandat ou nomination que ceux associés à une fonction particulière exercée;
- (g) « Membre » désigne un membre de la Commission, conformément à l'article 7 du présent Acte constitutif et l'article 3 des Règlements de la Commission;
- (h) « Décrets » désigne les décrets promulgués par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 8(2) de la *Loi sur le Conseil des arts du Canada*, L.R.C. (1985), ch. C-2, notamment C.P. 1957-831, C.P. 2006-601, et les autres décrets qui pourraient être adoptés en vertu de cette loi de temps à autre;
- (i) « Président » désigne le président de la Commission nommé conformément à l'alinéa 5.2(b) du présent Acte constitutif;
- (j) « Secrétariat » désigne le secrétariat décrit à la section 6.1 du présent Acte constitutif;
- (k) « Secrétaire général » désigne le secrétaire général de la Commission nommé conformément à l'article 6.2 du présent Acte constitutif;
- (l) « Vice-président » désigne le vice-président de la Commission nommé conformément à l'alinéa 5.2(c) du présent Acte constitutif.

3.2 Interprétation. Dans l'interprétation de l'Acte constitutif, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, les règles suivantes s'appliquent :

- (a) les mots portant la marque du singulier pourront inclure le pluriel et vice-versa, et les mots au masculin comprennent le féminin et vice-versa; et
- (b) insérés à des fins de référence seulement, les titres utilisés dans le présent Acte constitutif ne doivent pas être considérés ou pris en compte dans l'interprétation des termes ou des dispositions de l'Acte constitutif ou être réputés servir de quelque manière que ce soit à clarifier, à modifier ou à expliquer l'effet de tels termes ou dispositions.

ARTICLE 4 OBJET ET FONCTIONS DE LA COMMISSION

4.1 Objet. Le but de la Commission est d'aider et de conseiller le Conseil dans l'exercice des fonctions et des tâches suivantes, qui ont été assignées au Conseil conformément aux décrets, et pour mener à bien les fonctions et les tâches énoncées à l'article 4.2 du présent Acte constitutif :

- (a) assurer la coordination des activités de programmes de l'UNESCO au Canada;
- (b) prendre des dispositions pour la participation du Canada aux activités des programmes de l'UNESCO à l'étranger, notamment conseiller et fournir une aide technique par le biais d'experts gouvernementaux et non gouvernementaux canadiens;
- (c) élaborer des propositions pour de futurs programmes de l'UNESCO, en consultation avec Affaires mondiales Canada;
- (d) fournir des conseils à Affaires mondiales Canada sur les questions suivantes relatives à l'UNESCO :
 - (i) son Acte constitutif, ses Règlements, son administration et son personnel;
 - (ii) son budget et ses finances;
 - (iii) la participation du Canada à l'UNESCO et toute autre question pouvant influencer sur les relations du Canada avec les autres États et organisations internationales;
 - (iv) les élections aux différents postes de l'UNESCO;
 - (v) la nomination des membres des délégations canadiennes;
 - (vi) toute question pouvant exiger l'adoption de mesures législatives au Canada; et
 - (vii) les autres questions liées à l'UNESCO sur lesquelles Affaires mondiales Canada pourrait demander des conseils.

4.2 Fonctions. Afin d'atteindre l'objectif visé au paragraphe 4.1 de l'Acte constitutif, la Commission exerce les fonctions suivantes :

- (a) favoriser des rapports étroits entre les ministères, agences et services de tous les ordres de gouvernements, les associations professionnelles, les organisations non gouvernementales, les universités, les institutions et les centres académiques et de recherche, ainsi que les autres institutions et les spécialistes qui s'intéressent aux questions relevant du mandat de l'UNESCO;
- (b) encourager les institutions gouvernementales, non gouvernementales et des particuliers à participer à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de l'UNESCO, de manière à ce que l'Organisation bénéficie de tous les appuis qui lui sont nécessaires dans les secteurs de l'éducation, des sciences naturelles, humaines et sociales, de la culture et de la communication et de l'information;
- (c) participer aux délégations canadiennes auprès de la Conférence générale, du Conseil exécutif et des autres réunions intergouvernementales convoquées par l'UNESCO, et collaborer avec celles-ci en contribuant, par exemple, à préparer l'apport du Canada aux travaux de ces réunions;
- (d) suivre l'évolution des programmes de l'UNESCO et attirer l'attention des groupes concernés sur les retombées positives de la coopération internationale;
- (e) diffuser au Canada de l'information sur les objectifs, les programmes et les activités de l'UNESCO et faire en sorte d'y intéresser l'opinion publique;
- (f) apporter sa collaboration au secrétariat de l'UNESCO, dont le siège est à Paris, aux commissions nationales des autres États membres, aux bureaux régionaux de l'UNESCO et aux autres instituts et organes de l'UNESCO;
- (g) aider le Conseil à mettre en œuvre ses programmes internationaux;
- (h) remplir les rôles et responsabilités prescrits par le Cadre de responsabilisation de la CCUNESCO;
- (i) exercer d'autres fonctions que le Conseil peut confier à la Commission de temps à autre, à condition que ces fonctions soient conformes aux décrets la concernant.

ARTICLE 5 COMITÉ EXÉCUTIF

5.1 Supervision. Un Comité exécutif supervise les fonctions, les affaires courantes et les activités de la Commission conformément aux décrets et sous réserve de toute directive du Conseil.

5.2 Composition. Sous réserve de l'article 5.3 de l'Acte constitutif, les personnes suivantes sont membres du Comité exécutif :

- (a) le secrétaire général de la Commission est membre d'office du Comité exécutif;
- (b) le président est nommé par le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada, en consultation avec le Comité exécutif;
- (c) le vice-président est nommé par le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada, en consultation avec le Comité exécutif;
- (d) jusqu'à deux (2) représentants du Conseil des arts du Canada sont nommés par son conseil d'administration, à condition qu'au moins un (1) d'entre eux soit un membre du conseil d'administration dudit Conseil;
- (e) le directeur et chef de la direction du Conseil est membre d'office du Comité exécutif, ou une personne désignée par ledit chef de la direction;
- (f) un représentant du ministère Affaires mondiales Canada est nommé par ledit ministère;
- (g) un représentant du ministère du Patrimoine canadien est nommé par ledit ministère;
- (h) un représentant du gouvernement du Québec est désigné par ce gouvernement conformément à l'article 3.3 de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec relatif à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);
- (i) un représentant du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) est nommé par ledit Conseil;
- (j) Six (6) personnes élues par les membres de la Commission lors de l'assemblée générale annuelle ou d'une réunion spéciale, et dont au moins l'une sera jeune (c.-à-d. 18 à 35 ans);
- (k) jusqu'à deux (2) représentants d'autres ministères concernés par les questions relevant du mandat de l'UNESCO sont nommés par lesdits ministères.

5.3 Membres non-votants du Comité exécutif. Les membres suivants du Comité exécutif n'ont pas de droit de vote :

- (a) le secrétaire général;
- (b) tout représentant du Conseil qui est également membre du conseil d'administration du Conseil des arts du Canada;
- (c) le directeur et chef de la direction du Conseil ou son représentant désigné, selon le cas.

5.4 Rôle et fonctions.

- (a) le rôle du Comité exécutif est consultatif. Le Comité exécutif propose des recommandations au Conseil sur les questions liées aux objectifs et aux fonctions de la Commission, conformément aux décrets et à l'article 5 de l'Acte constitutif;
- (b) toute décision à prendre ou mesure à appliquer conformément aux recommandations du Comité exécutif est prise ou appliquée selon les directives du conseil d'administration du Conseil des arts du Canada;
- (c) nonobstant les alinéas 5.4(a) et 5.4(b) de l'Acte constitutif, le Comité exécutif exerce les fonctions suivantes, en conformité avec le Cadre de responsabilisation de la CCUNESCO :
 - (i) endosser et recommander le plan stratégique de la Commission au Conseil pour approbation;
 - (ii) établir ou éliminer les catégories d'adhésion des membres de la Commission ou les comités et groupes de travail, selon les besoins;
 - (iii) émettre et résilier l'adhésion des membres de la Commission, conformément aux Règlements de la Commission;
 - (iv) déterminer les dates de l'assemblée générale annuelle des membres et en établir l'ordre du jour;
 - (v) examiner le plan opérationnel et le budget annuels de la Commission en vue de leur approbation par le Conseil;
 - (vi) conseiller les gouvernements et les organismes souhaitant contribuer à la planification, à l'exécution ou à l'évaluation des programmes et activités de l'UNESCO;
 - (vii) nommer les membres du Comité des adhésions en vue des élections qui ont lieu tous les deux ans;
 - (viii) recevoir les rapports des comités et des groupes de travail;
 - (ix) conseiller le directeur et chef de la direction du Conseil, par l'intermédiaire du président, sur le rendement du secrétaire général et de la Commission;
 - (x) s'acquitter des autres fonctions prescrites de temps à autre par le Cadre de responsabilisation de la CCUNESCO ou dictées au Comité exécutif par le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada, à condition que ces fonctions soient conformes aux décrets.

ARTICLE 6 SECRETARIAT ET SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

- 6.1 Secrétariat. Le Conseil assure le secrétariat de la Commission, conformément aux décrets. Le Secrétariat peut également fournir des services de secrétariat aux divers comités et groupes de travail.
- 6.2 Secrétaire général. Le directeur et chef de la direction du Conseil, en consultation avec le président, nomme le secrétaire général de la Commission qui est chargé de l'administration générale, de l'organisation et de la gestion des affaires courantes de la Commission. Le secrétaire général rend compte au directeur et chef de la direction du Conseil, qui doit s'assurer que toutes les directives et résolutions du conseil d'administration du Conseil des arts du Canada relatives à la Commission sont mises en œuvre. Le secrétaire général exerce les autres fonctions et pouvoirs énoncés dans les règlements administratifs et le Cadre de responsabilisation de la CCUNESCO ou qui lui sont assignés par le directeur et chef de la direction du Conseil.

ARTICLE 7 COMPOSITION DE LA COMMISSION

- 7.1 Représentation. La Commission se compose de personnes ou organismes qui font partie d'un réseau officiel de l'UNESCO reconnu par la Commission, ou qui ont été sélectionnés suite à un appel de candidatures et qui sont acceptés par le Comité exécutif, conformément aux Règlements de la Commission. La Commission veille à une représentation équilibrée de femmes et d'hommes, de langues officielles, de régions, de diversité culturelle, de peuples autochtones, de personnes handicapées, ainsi que tout autre facteur reflétant la diversité culturelle et socio-économique du Canada.
- 7.2 Rôle des membres. Les membres tiennent régulièrement la CCUNESCO informée, par l'intermédiaire du Secrétariat, de leurs activités dans les domaines de l'éducation, des sciences naturelles, humaines et sociales, de la culture, de la communication et de l'information. Les membres doivent promouvoir activement les valeurs et les idéaux de l'UNESCO et sensibiliser le public aux objectifs et aux priorités de l'UNESCO. Les membres doivent aussi participer aux programmes et activités de l'UNESCO au Canada et/ou à l'étranger, ainsi qu'à l'élaboration des propositions de programmes éventuels de l'UNESCO.
- 7.3 Catégories de membres. Les catégories de membres de la Commission sont les suivantes : membres du Comité exécutif, membres d'un réseau officiel de l'UNESCO reconnu par la Commission, membres d'un comité ou d'un groupe de travail, membres honoraires.
- 7.4 Droits des membres. Chaque membre de la Commission est en droit de recevoir les avis de convocation et d'assister à toutes les réunions des membres de la Commission; et chaque membre dispose d'une (1) voix à chacune de ces réunions, sauf disposition contraire dans les Règlements. Les membres de la Commission disposent des autres droits et privilèges énoncés dans les Règlements de la Commission.

ARTICLE 8 COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL

- 8.1 Création des comités et des groupes de travail. Le Comité exécutif est autorisé à créer des comités ou des groupes de travail dans les secteurs pertinents ou liés à un sujet d'intérêt pour la Commission.
- 8.2 Fonctions. Les comités ou groupes de travail doivent contribuer activement aux priorités approuvées par le Comité exécutif. De nature consultative, les comités et groupes de travail pourraient aussi être appelés à formuler des recommandations à la Commission, et de l'appuyer dans la rétroaction donnée à l'UNESCO. Les comités et groupes de travail exercent d'autres fonctions que le Comité exécutif leur confie de temps à autre.
- 8.3 Adhésion. Chaque comité et groupe de travail se compose de membres souhaitant promouvoir les intérêts des programmes, des initiatives ou des instruments normatifs de l'UNESCO et les activités liées au sujet spécifique assigné. Le Secrétariat propose des membres au Comité exécutif pour approbation.

ARTICLE 9 RÈGLEMENTS ET ACTE CONSTITUTIF

- 9.1 Pouvoir d'adopter des règlements. Le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada peut, après consultation avec le directeur et chef de la direction du Conseil, le président et le vice-président, adopter, modifier ou abroger des règlements administratifs qui régissent les activités ou les affaires courantes de la CCUNESCO, sous réserve de l'endossement du Comité exécutif avant d'adopter, modifier ou abroger ce règlement. Aucun règlement de la Commission ne peut limiter ou étendre les dispositions du présent Acte constitutif ou s'y opposer.
- 9.2 Contenu des Règlements. Les Règlements prévoient notamment :
- (a) la procédure de nomination des membres du Comité exécutif et leur mandat;
 - (b) le droit du Comité exécutif d'attribuer des rôles ou des fonctions spécifiques à ses membres;
 - (c) la procédure de fin de mandat et la procédure pour pourvoir les postes vacants du Comité exécutif;
 - (d) le droit du Comité exécutif d'établir des comités et leurs mandats;
 - (e) la procédure pour la tenue des réunions du Comité exécutif et des autres comités;
 - (f) les conditions liées à l'adhésion à la CCUNESCO, notamment la façon dont on peut en devenir membre;
 - (g) la procédure éventuelle de retrait de la Commission de la part des membres;

- (h) les procédures pour la tenue des réunions et des assemblées des membres, ainsi que les dispositions relatives au quorum et aux droits de vote; et
- (i) la conduite de toute autre affaire ou de toute autre procédure de la Commission.

9.3 Amender ou abroger l'Acte constitutif. Le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada peut, après consultation avec le directeur et chef de la direction du Conseil, le président et le vice-président, adopter, modifier ou abroger des dispositions de l'Acte constitutif, à condition que le Comité exécutif endosse lesdits amendements ou abrogations avant d'adopter, modifier ou abroger telles dispositions.

9.4 Les propositions d'amendement de la part des membres. Les membres de la Commission ont le droit de proposer des amendements aux règlements conformément aux Règlements.

RÈGLEMENTS

ARTICLE 1 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

1.1 Définitions. Dans les présents Règlements, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

- (a) « CCUNESCO » désigne la Commission canadienne pour l'UNESCO;
- (b) « Commission » désigne la Commission canadienne pour l'UNESCO conformément aux articles 2.1 et 2.2 de l'Acte constitutif;
- (c) « Acte constitutif » désigne l'Acte constitutif original ou remanié de la Commission, tel qu'il est édicté par le Conseil;
- (d) « Conseil » désigne le Conseil des arts du Canada établi en vertu de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, L.R.C. (1985), ch. C-2;
- (e) « Membre d'office » signifie « en vertu de la fonction occupée », sans autres mandat ou nomination que ceux associés à une fonction particulière exercée;
- (f) « Membre » désigne les personnes ou les organisations qui en font la demande et qui sont acceptées dans la composition de la Commission par le Comité exécutif conformément aux présents Règlements;
- (g) « Décrets » désigne les décrets promulgués par le gouverneur en conseil en vertu du paragraphe 8(2) de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada*, L.R.C. (1985), ch. C-2, notamment C.P. 1957-831, C.P. 2006-601, et les autres décrets qui pourraient être adoptés en vertu de cette loi de temps à autre;
- (h) « Président » désigne le président de la Commission nommé conformément à l'alinéa 5.2(b) de l'Acte constitutif;
- (i) « Secrétariat » désigne le secrétariat décrit à la section 6.1 de l'Acte constitutif;
- (j) « Secrétaire général » désigne le secrétaire général de la Commission qui est nommé conformément à l'article 6.2 de l'Acte constitutif;
- (k) « Groupe de travail » ou « Comité » désigne un groupe de travail ou un comité tel que décrits à l'article 6 des présents Règlements;
- (l) « Vice-président » désigne le vice-président de la Commission qui est nommé conformément à l'alinéa 5.2(c) de l'Acte constitutif.

1.2 Interprétation. Dans l'interprétation de l'Acte constitutif, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente, les règles suivantes s'appliquent :

- (a) les mots portant la marque du singulier pourront inclure le pluriel et vice-versa, et les mots au masculin comprennent le féminin et vice-versa; et
- (b) insérés à des fins de référence seulement, les titres utilisés dans les présents Règlements ne doivent pas être considérés ou pris en compte dans l'interprétation des termes ou des dispositions des Règlements ou être réputés servir de quelque manière que ce soit à clarifier, à modifier ou à expliquer l'effet de tels termes ou dispositions.

1.3 Invalidité de toute disposition des présents Règlements. L'invalidité ou l'inapplicabilité de toute disposition des présents Règlements ne portent pas atteinte à la validité ou au caractère exécutoire des dispositions restantes.

ARTICLE 2 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2.1 Langues.

- (a) Les travaux de la Commission et du Comité exécutif se déroulent en français et en anglais, le choix de la langue étant laissé à la discrétion des membres, et tous les participants aux réunions des membres ou du Comité exécutif ont droit au service d'interprétation simultanée.
- (b) Tous les documents officiels de la Commission, y compris, mais sans s'y limiter, les rapports et communiqués de presse, sont disponibles en français et en anglais.

ARTICLE 3 COMITÉ EXÉCUTIF

3.1 Composition. Le Comité exécutif de la Commission se composera des personnes énoncées dans l'Acte constitutif.

3.2 Nomination/Élection et durée des mandats. Les membres du Comité exécutif entrent en fonction, sont nommés ou sont élus comme suit :

- (a) Président et vice-président. Le président et le vice-président sont nommés par le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada, après consultation du Comité exécutif, pour un mandat de deux ans. Le président et le vice-président ne peuvent servir plus de deux (2) mandats consécutifs;
- (b) Représentants du Conseil. Le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada nomme jusqu'à deux (2) membres du Comité exécutif, à condition qu'au moins un (1) d'entre eux soit un membre du conseil d'administration dudit Conseil. De plus, le directeur et chef de la direction du Conseil, ou une personne désignée par ledit directeur et chef de la direction pour le représenter, est membre d'office du Comité exécutif. La durée du mandat des représentants nommés par le conseil d'administration du Conseil des arts est également déterminée par le conseil d'administration dudit Conseil;

- (c) Représentants permanents. Affaires mondiales Canada, le ministère du Patrimoine canadien, le gouvernement du Québec et le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) désignent leurs représentants respectifs au sein du Comité exécutif et déterminent la durée de leur mandat;
- (d) Représentants de la société civile. Six (6) membres du Comité exécutif sont nommés et élus par les membres de la Commission pour un mandat de deux ans, conformément à la politique de la Commission. Au moins un représentant de la société civile sera un jeune (18-35 ans). Les représentants des membres ne peuvent exercer plus de deux (2) mandats consécutifs;
- (e) Autres membres d'office du Comité exécutif. Le secrétaire général est membres d'office du Comité exécutif.
- (f) Des représentants d'autres ministères conformément à l'article 5.2 de la Constitution. Ces ministères seront invités par le Comité exécutif, au cas par cas, à désigner un représentant sans droit de vote et détermineront la durée du mandat de leur représentant. Le Comité exécutif peut également déterminer quand une telle représentation n'est plus nécessaire.

3.3 Membres non-votants du Comité exécutif. Les membres suivants du Comité exécutif n'ont pas le droit de vote :

- (a) le secrétaire général;
- (b) tout représentant du Conseil qui est également membre du conseil d'administration du Conseil des arts du Canada;
- (c) le directeur et chef de la direction du Conseil ou son représentant désigné, selon le cas.

3.4 Conseillers auprès du Comité exécutif. Le Comité exécutif peut inviter un président sortant de la Commission à servir comme conseiller, pour une période n'excédant pas un (1) an après la date à laquelle il a quitté le poste de président. Un président sortant invité à servir de conseiller n'est pas membre du Comité exécutif et il ne peut voter lors de ses réunions.

3.5 Postes vacants. Toute vacance au sein du Comité exécutif doit être pourvue par la personne ou le groupe de personnes habilités à nommer ou à élire ce représentant conformément à l'article 3.2 des présents Règlements.

3.6 Réunions.

- (a) le Comité exécutif se réunit au moins deux fois par année sur convocation écrite ou par voie électronique du secrétaire général ou du président;
- (b) les réunions du Comité exécutif peuvent être convoquées par le secrétaire général, le président du Comité exécutif ou le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada;

- (c) le quorum à une réunion du Comité exécutif est de cinq (5) membres habilités à voter;
- (d) à toutes les réunions du Comité exécutif, chaque décision doit obtenir la majorité des voix exprimées sur la question. Chaque membre du Comité exécutif habilité à voter dispose d'une (1) voix. En cas d'égalité des voix, le président aura une seconde voix ou une voix prépondérante;
- (e) le Comité exécutif peut à tout moment convoquer une réunion extraordinaire pour examiner toute question et la soumettre aux membres. Le Comité exécutif peut convoquer une réunion extraordinaire des membres à la demande, par écrit, du Président ou d'au moins deux tiers des membres habilités à voter.
- (f) le Comité exécutif peut par ailleurs formuler ses propres règles procédurales, sous réserve des règles ou directives que le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada peut édicter de temps à autre.

3.7 Rémunération et dépenses. Toute rémunération versée aux membres du Comité exécutif est versée conformément aux politiques du Conseil en matière de rémunération des représentants non gouvernementaux. Les membres du Comité exécutif seront remboursés pour les dépenses raisonnables encourues dans l'exercice de leurs fonctions.

3.8 Fonctions du secrétaire général. Le secrétaire général, qui relève du directeur et chef de la direction du Conseil, est chargé de l'administration générale, de l'organisation et de la gestion des affaires courantes de la Commission. Le secrétaire général :

- (a) fait rapport au directeur et chef de la direction du Conseil qui s'assure de la mise en œuvre de toutes les directives et résolutions du conseil d'administration du Conseil des arts du Canada relatives à la Commission;
- (b) s'assure de la mise en œuvre des politiques et programmes de la Commission;
- (c) administre les affaires et le budget de la Commission;
- (d) supervise et coordonne le secrétariat de la Commission;
- (e) conseille Affaires mondiales Canada, après consultations auprès du directeur et chef de la direction du Conseil, du président et du vice-président, sur les questions liées à l'UNESCO; collabore étroitement avec la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO, le représentant du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO et, le cas échéant, avec les représentants du Canada élus aux organes directeurs de l'UNESCO;
- (f) collabore étroitement avec les membres de la Commission, et avec tout organisme qui s'intéresse à des questions se rapportant au mandat de l'UNESCO ou qui œuvre dans les domaines de compétence de l'UNESCO;

- (g) participe aux travaux des organes directeurs de l'UNESCO et, le cas échéant, y représente le gouvernement du Canada;
- (h) coordonne le réseau de membres et de collaborateurs de la Commission;
- (i) représente la Commission aux réunions des Commissions nationales pour l'UNESCO et aux réunions des secrétaires généraux des Commissions nationales pour l'UNESCO;
- (j) est membre d'office de tout comité et groupe de travail et travaille en étroite collaboration avec leurs présidents et leurs membres;
- (k) collabore étroitement avec le secrétariat de l'UNESCO au siège de Paris et avec les autres Commissions nationales pour l'UNESCO;
- (l) participe à toutes les réunions du Comité exécutif et aux assemblées générales des membres ainsi qu'aux réunions du conseil d'administration du Conseil des arts du Canada, selon les directives du directeur et chef de la direction du Conseil; et
- (m) exerce toute autre fonction connexe à ce poste que le directeur et chef de la direction du Conseil lui confie de temps à autre conformément aux décrets.

3.9 Fonctions du président. Le président :

- (a) lorsqu'il est présent, préside les réunions du Comité exécutif et les assemblées des membres;
- (b) représente, le cas échéant, la Commission auprès du Conseil, des ministères et organismes du gouvernement, des Commissions nationales de l'UNESCO et d'autres organisations concernées/pertinentes;
- (c) est membre d'office de tout comité et groupe de travail de la Commission;
- (d) exerce toute autre fonction connexe à ce poste que le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada peut, en concertation avec le Comité exécutif, lui confier.

3.10 Fonctions du vice-président. Le vice-président :

- (a) agit à titre de conseiller ou de conseillère auprès du président;
- (b) exerce, en cas d'absence, d'empêchement ou d'incapacité du président, les fonctions et les pouvoirs de ce dernier;
- (c) est membre d'office de tout comité et groupe de travail de la Commission;

- (d) exerce toute autre fonction connexe à ce poste que le président ou le conseil d'administration du Conseil des arts du Canada peuvent, en concertation avec le Comité exécutif, lui confier.

ARTICLE 4 MEMBRES DE LA COMMISSION

- 4.1 Rôle des membres. Les membres tiennent la CCUNESCO régulièrement informée, par l'intermédiaire du Secrétariat, de leurs activités dans les domaines de l'éducation, des sciences naturelles, humaines et sociales, de la culture, de la communication et de l'information. Les membres doivent promouvoir activement les valeurs et les idéaux de l'UNESCO et sensibiliser le public aux objectifs et aux priorités de l'UNESCO. Les membres doivent aussi participer aux programmes et activités de l'UNESCO au Canada et/ou à l'étranger, ainsi qu'à l'élaboration des propositions éventuelles de programmes à l'UNESCO.
- 4.2 Catégories de membres. Les catégories de membres de la Commission sont les suivantes : membres du Comité exécutif, membres d'un réseau officiel de l'UNESCO reconnu par la Commission, membres d'un comité et d'un groupe de travail et membres honoraires.
- 4.3 Membres honoraires. Les membres honoraires sont des personnes dont le Comité exécutif reconnaît la contribution exceptionnelle et l'attachement exemplaire aux idéaux et aux objectifs de l'UNESCO. Il s'agit notamment de personnes qui se sont distinguées par leur contribution significative à la Commission ou à l'UNESCO. Le nombre de membres honoraires ne doit pas dépasser 10 % du nombre total de membres de la Commission.
- 4.4 Procédure d'adhésion et autres règles. Le Comité exécutif peut formuler ses propres règles pour la réglementation ou l'administration du processus de demande d'adhésion et autres questions relatives à cette procédure.
- 4.5 Durée du mandat. La durée du mandat des membres est déterminée selon les règles d'adhésion aux réseaux de l'UNESCO ou de la Commission ou selon les divers mandats fixés pour les comités et groupes de travail, sous réserve de l'approbation du Comité exécutif. Les membres honoraires devraient être revus tous les cinq ans.
- 4.6 Droits et devoirs des membres.
- (a) chaque membre est en droit de recevoir des avis de convocation et d'assister à toutes les réunions des membres, et chaque membre détient un (1) vote à chacune de ces réunions. Les membres institutionnels qui sont des organisations non gouvernementales œuvrant dans les deux langues officielles du Canada sont invités à déléguer à chaque assemblée générale annuelle un représentant provenant de la communauté linguistique anglophone et un représentant provenant de la communauté linguistique francophone, étant entendu qu'un seul d'entre eux pourra exercer le droit de vote au nom de l'organisation;
 - (b) chaque membre peut proposer des points à inscrire à l'ordre du jour d'une réunion des membres et recevoir des documents et des rapports de la Commission;

- (c) les membres élisent six (6) membres du Comité exécutif;
- (d) les membres peuvent être remboursés pour les dépenses raisonnables engagées pour assister à une assemblée des membres, en vertu de la politique stipulée dans l'avis de convocation.
- (e) chaque membre contribue à la réalisation des objectifs de l'UNESCO en informant et en conseillant le Secrétariat de la Commission quant à ses programmes et activités pertinents aux programmes et activités de l'UNESCO et de la Commission;
- (f) les membres doivent promouvoir les programmes et activités de l'UNESCO au sein de leurs collectivités et, à l'aide des moyens à leur disposition, informer les membres desdites collectivités des programmes et activités de l'UNESCO susceptibles de les intéresser;
- (g) les membres doivent prodiguer leurs conseils et offrir leur collaboration aux responsables des enquêtes, études ou publications de l'UNESCO qui se situent dans leurs domaines de compétence;
- (h) les membres doivent s'associer le plus étroitement et le plus régulièrement possible aux diverses étapes de la planification et de la mise en œuvre des activités de l'UNESCO et de celles de la Commission qui se situent dans leur sphère particulière;
- (i) Chaque membre se doit d'éviter tout conflit, notamment ceux qui seraient associés à des intérêts pécuniaires, à l'utilisation inappropriée de renseignements ou au profit tiré de possibilités revenant à la Commission ou au Conseil. Les membres doivent déclarer tout conflit réel ou apparent;
- (j) les membres jouissent de tous les droits et privilèges déterminés par le Comité exécutif.

4.7 Résiliation de l'adhésion. L'adhésion d'un membre à la Commission prend fin lorsque :

- (a) un membre décède, ou, dans le cas d'un membre qui n'est pas un individu, la société, l'association ou l'entité est dissoute ou cesse d'exister;
- (b) un membre ne parvient pas à respecter les conditions d'adhésion décrites dans les présents Règlements;
- (c) un membre démissionne en remettant sa démission écrite au secrétaire général auquel cas cette démission est effective à la date indiquée dans la lettre;
- (d) un membre peut être expulsé par le Comité exécutif pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- (i) enfreindre une disposition de l'Acte constitutif, des Règlements ou des politiques écrites de la Commission;
 - (ii) adopter un comportement qui peut être préjudiciable à la Commission, tel qu'il est déterminé par le Comité exécutif à sa seule discrétion;
 - (iii) pour toute autre raison, comme les absences répétées non motivées, que le Comité exécutif à sa seule et entière discrétion considère comme raisonnable, eu égard à l'objectif de la Commission.
- (e) le mandat d'un membre arrive à terme.

ARTICLE 5 RÉUNIONS DES MEMBRES

- 5.1 Lieu des réunions. Les réunions des membres se déroulent au Canada aux dates, aux heures et aux endroits déterminés par le Comité exécutif.
- 5.2 Assemblée générale annuelle. La Commission doit tenir une assemblée générale annuelle des membres pour examiner les questions présentées par le Comité exécutif et par les membres.
- 5.3 Réunions extraordinaires. Le Comité exécutif peut à tout moment convoquer une réunion extraordinaire des membres pour examiner toute question et la soumettre aux membres. Le Comité exécutif peut convoquer une réunion extraordinaire des membres à la demande, par écrit, d'au moins vingt-cinq (25) membres habilités à voter.
- 5.4 Participation aux réunions téléphoniques ou par voie électronique. Tout membre peut participer à une réunion téléphonique, électronique ou par un autre moyen de communication qui permet à tous les membres participants de communiquer adéquatement entre eux. Tout membre participant à la réunion par de tels moyens est réputé avoir été présent en personne à cette réunion. Aux fins du paragraphe 5.7 ci-dessous, tout vote exprimé par quiconque par l'un des moyens énumérés sera considéré comme ayant été exprimé en personne.
- 5.5 Avis de convocation. Les membres sont convoqués, par écrit ou par voie électronique, trois semaines avant chaque réunion de la Commission. L'avis de convocation est normalement signé par le secrétaire général, mais il peut l'être par le président. L'avis indique les principales questions dont la réunion sera saisie, mais le défaut de mentionner un ou plusieurs points n'empêchera pas de les traiter si les membres le décident.
- 5.6 Quorum. Le quorum à une réunion des membres est de vingt-cinq (25) membres habilités à voter.
- 5.6 Vote. À toutes les réunions des membres, chaque décision doit obtenir la majorité des voix exprimées sur la question à laquelle les membres sont habilités à voter, sauf disposition contraire dans les Règlements. Les votes sont exprimés en personne et le vote par procuration n'est pas autorisé. En cas d'égalité des voix, le président aura une seconde voix ou une voix prépondérante.

- 5.7 Décision par d'autres moyens. Si la Commission doit traiter d'une question entre deux réunions proprement dites, le président peut autoriser un vote électronique par courriel ou un vote par télécopieur, ou par d'autres moyens électroniques. Dans le cas d'un vote à distance, le quorum est atteint lorsqu'au moins deux tiers des membres votants ont voté par courriel ou par télécopieur. Toute mesure prise par de tels moyens doit être ratifiée par le Conseil lors de sa réunion suivante et enregistrée dans le procès-verbal de cette réunion.

ARTICLE 6 COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL

6.1 Création et composition des comités et groupes de travail.

- (a) Le Comité exécutif peut, de temps à autre, nommer un comité ou un groupe de travail qu'il juge nécessaire ou approprié à des fins et avec des tâches et des fonctions que le Comité exécutif juge appropriées. Un tel comité ou groupe de travail peut formuler ses propres règles de procédure, sous réserve des règlements ou directives que le Comité exécutif peut établir de temps à autre. Le Comité exécutif établit des règles ou des politiques concernant les dépenses des comités et la rémunération ou le remboursement des dépenses engagées par les membres de tout comité, conformément aux politiques du Conseil.
- (b) les membres des comités et groupes de travail sont nommés par le Comité exécutif, suite à la recommandation du secrétaire général de la Commission;
- (c) les comités et groupes de travail peuvent compter, parmi leurs membres, des représentants des agences et ministères gouvernementaux, des organisations non gouvernementales, des institutions et des spécialistes à titre individuel. Le cas échéant, ils doivent également veiller à une représentation équilibrée des genres, des langues officielles, des régions, de la diversité culturelle, des peuples autochtones, des personnes handicapées, ainsi que tout autre facteur reflétant la diversité culturelle et socio-économique du Canada.

6.2 Fonctions. Les comités et groupes de travail peuvent :

- (a) faire des recommandations au Comité exécutif concernant la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de l'UNESCO et des activités connexes au Canada;
- (b) collaborer avec le Secrétariat à la préparation des documents que nécessite la contribution du Canada aux programmes, activités, conférences et réunions de l'UNESCO et en assurent le suivi;
- (c) fournissent au Comité exécutif des renseignements à jour sur les activités qui se rattachent à leur secteur et qui sont pertinentes aux programmes et activités de l'UNESCO; et
- (d) accomplissent les autres tâches et fonctions que le Comité exécutif leur confie.

- 6.3 Termes de référence. Chaque groupe de travail adoptera des termes de référence qui définira le mandat du groupe, la durée des mandats des membres, la manière dont les décisions seront prises, la fréquence des réunions, la tenue des dossiers, les résultats attendus et la sélection d'un président.

ARTICLE 7 COMITÉ DES ADHÉSIONS

7.1 Composition.

Le Comité des adhésions est constitué de deux (2) personnes, nommées par le Comité exécutif (3.2(d)), et du secrétaire général.

- 7.2 Durée. Le mandat des membres du Comité est de deux (2) ans et peut être renouvelé une seule fois.

7.3 Processus d'identification des membres potentiels du Comité exécutif.

- (a) le Comité des adhésions, de concert avec le secrétaire général, doit aider à mettre en place des processus transparents afin d'identifier des candidats souhaitant siéger comme membre au Comité exécutif qui sont élus par les membres pendant l'assemblée générale annuelle conformément à l'alinéa 3.2(d) des présents Règlements;
- (b) le Comité des adhésions, de concert avec le secrétaire général, étudie les candidatures reçues pour en attester l'admissibilité et s'assure du consentement préalable des candidats ainsi que du respect des procédures de mises en candidature. Le Comité des adhésions veille également à la représentation équilibrée des femmes et des hommes, des langues officielles, des régions, de la diversité culturelle, des peuples autochtones, des personnes handicapées, des jeunes ainsi que tout autre facteur reflétant la diversité culturelle et socio-économique du Canada et des compétences dans les domaines prioritaires de l'UNESCO;
- (c) le Comité des adhésions fait rapport à l'assemblée générale annuelle et exerce ponctuellement d'autres fonctions et responsabilités telles que décrites dans les présents Règlements ou autorisées par le Comité exécutif;
- (d) le Comité des adhésions ne doit pas dépenser ni engager de dépenses au nom de la Commission sans l'autorisation du secrétaire général. Les membres du Comité des adhésions ne reçoivent pas d'honoraires. Les dépenses relatives à leur présence aux réunions sont remboursées conformément à la politique énoncée dans l'avis de convocation;
- (e) sauf si le Comité exécutif en décide autrement, le Comité des adhésions a l'autorité requise pour fixer son quorum à au moins la majorité de ses membres et régir ses procédures conformément à son mandat.

- 7.4 Dépenses. Le comité des adhésions ne dépense pas d'argent et n'engage pas la Commission à dépenser de l'argent, sauf autorisation du secrétaire général. Les membres du comité des adhésions ne reçoivent pas d'honoraires. Les frais de participation aux réunions sont remboursés conformément à la politique stipulée dans l'avis de convocation.
- 7.5 Quorum. Sauf décision contraire du comité exécutif, le comité des adhésions est habilité à fixer son quorum à au moins la majorité de ses membres et à régler sa procédure conformément à son mandat.

ARTICLE 8 AMENDEMENTS, VERSIONS ANTÉRIEURES, ETC.

- 8.1 Établir, amender ou abroger des règlements et l'Acte constitutif. L'Acte constitutif et les Règlements de la Commission peuvent être amendés ou abrogés conformément à la procédure prévue dans l'Acte constitutif.
- 8.2 Propositions des membres.
- (a) tout membre de la Commission peut soumettre au secrétaire général un avis d'amendement des Règlements ou de l'Acte constitutif qu'il ou elle entend proposer à l'assemblée générale annuelle des membres en vue d'être approuvé par les membres (ci-après nommé « **proposition** »), à condition que cette proposition :
 - (i) soit soumise au moins soixante (60) jours avant la date de l'assemblée générale annuelle des membres;
 - (ii) énonce clairement l'amendement proposé à l'Acte constitutif ou aux Règlements; et qu'elle
 - (iii) soit signée par au moins cinq pour cent (5 %) des membres habilités à voter à l'assemblée à laquelle la proposition doit être présentée.
 - (b) la Commission doit inclure la proposition dans l'avis de convocation requis pour l'assemblée générale annuelle des membres;
 - (c) les membres de la Commission sont habilités à voter sur une proposition, et la proposition est approuvée si les membres votants s'expriment en faveur de ladite proposition par une résolution adoptée par une majorité d'au moins deux tiers des voix exprimées;
 - (d) un amendement à l'Acte constitutif ou aux Règlements faisant l'objet d'une proposition approuvée par les membres de la Commission conformément à l'alinéa 8.2(c) des présents Règlements est soumis à la réunion suivante du conseil d'administration du Conseil des arts du Canada. Le conseil d'administration peut confirmer, rejeter ou modifier l'amendement ainsi proposé à l'Acte constitutif ou aux Règlements. Le Conseil doit, dans les trente (30) jours suivant cette réunion, envoyer au secrétaire général un avis de

décision qui confirme, rejette ou modifie l'amendement à l'Acte constitutif ou aux Règlements ayant fait l'objet de la proposition approuvée.

8.3 Actes constitutifs antérieurs, etc.

- (a) à la promulgation du présent Acte constitutif et de ses Règlements, tout Acte constitutif et tout règlement antérieurs de la Commission sont abrogés. Leur abrogation n'influe en rien sur l'application précédente de l'Acte constitutif ou des Règlements, ni ne porte atteinte à la validité de tous droit ou mesure prise, privilège, obligation ou responsabilité acquis ou contractés en vertu des susdits, non plus qu'à la validité de tout contrat ou accord conclu en vertu d'un tel Acte constitutif ou de tels Règlements avant leur abrogation;
- (b) tous les membres du Comité exécutif, les agents et les personnes agissant en vertu de l'Acte constitutif ou des Règlements ainsi abrogés continueront d'agir comme s'ils avaient été nommés en vertu des dispositions des présents Règlements, et toutes les résolutions du Comité exécutif prises en vertu de Règlements abrogés continueront d'être appliquées et seront valables si elles ne sont pas incompatibles avec les présents Règlements et jusqu'à ce qu'elles soient modifiées ou abrogées.

ADOPTION de l'Acte constitutif et des Règlements de la Commission le 6^e jour d'octobre 2015; révisés le 6 juin 2018; révisés de nouveau le 30 mars 2023.